

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 6 AVRIL 1905.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1905 (1).

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN DER LINDEN.

MESSIEURS,

En comparaison avec le Budget du Ministère de la Justice de 1904, qui s'élevait en dépenses à une somme de fr. 27,279,400
le projet de budget pour 1905 subit une majoration de . . . 299,700

Ce qui le porte au chiffre de fr. 27,578,800

Il y a lieu d'ajouter une somme de 2,000
à titre d'amendement proposé par le Gouvernement, et qui sera expliquée plus loin.

La différence entre les deux exercices résulte d'une augmentation de dépenses ordinaires de fr. 308,700
d'où il faut déduire une diminution de dépenses exceptionnelles de 9,000

Reste donc fr. 299,700

Elle se répartit comme suit :

Première section. Dépenses ordinaires.

CHAPITRE II. — ORDRE JUDICIAIRE.

ART. 8. Personnel de la Cour d'appel. Augmentation . fr.	5,000
ART. 10. Personnel des tribunaux de première instance et de commerce	48,000
ART. 12. Personnel des justices de paix et tribunaux de simple police	20,000

(1) Budget, n° 4^{IV}.

(2) La Section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Dohet, Mabillet, Masson, De Jaer, Mechelynck et Van der Linden.

CHAPITRE III. — JUSTICE MILITAIRE.

ART. 14. Personnel de la Cour militaire fr.	1,000
ART. 16. Personnel des Conseils de guerre	5,500

Ces augmentations résultent de la création de quelques places nouvelles et de la progression normale des traitements.

CHAPITRE V. — PALAIS DE JUSTICE.

ART. 21. Réfection et agrandissement du palais de Justice de Charleroi. fr.	50,000
---	--------

CHAPITRE VII. — CULTES.

ART. 27. Clergé supérieur du culte catholique. Diminution fr.	800
ART. 28. Clergé inférieur du culte catholique. Augmentation	57,000

résultant, l'une et l'autre, de l'application des mesures légales sur les traitements, et la seconde, en outre, de la création d'un certain nombre de places.

CHAPITRE VIII. — BIENFAISANCE.

ART. 38. Développement de certains services par suite du transfert à Ypres de l'école de bienfaisance de Reckheim . . fr.	20,000
---	--------

CHAPITRE IX. — PRISONS.

ART. 43. Accroissement du nombre des journées d'entretien des détenus fr.	50,000
ART. 44. Salaire des détenus	20,000
Cette augmentation de dépenses est balancée au budget des voies et moyens par une augmentation correspondante de la recette présumée des produits des prisons.	
ART. 47. Traitements de fonctionnaires et employés nouveaux et augmentations régulières de traitements.	31,000
ART. 49. Frais d'impression et de bureau	4,000
Total des augmentations de dépenses ordinaires. . . . fr.	308,500
Total des diminutions de dépenses ordinaires	800
Excédent des augmentations. fr.	308,700

Il n'y a pas de différence entre les deux exercices pour les chapitres I (administration centrale), IV (frais de justice), VI (publications officielles, commissions et jurys), X (frais de police), XI (traitements de disponibilité, pensions et secours), et XII (dépenses imprévues).

Deuxième section. Dépenses exceptionnelles.

Le total de ces dépenses, qui s'élèvent à 950,000 francs, est en diminution d'une somme de fr. 9,000 sur les dépenses exceptionnelles de 1904.

Elles sont relatives à ce que suit :

ART. 60. La construction d'une maison de refuge pour femmes à Saint-André-lez-Bruges, 200,000 francs ;

ART. 61. Les travaux de construction de diverses prisons, notamment celle de Bruxelles-Forest, 600,000 francs ;

ART. 62. L'agrandissement de plusieurs écoles de bienfaisance 50,000 francs ;

ART. 63. Le parachèvement de l'école de bienfaisance d'Ypres, 70,000 francs ;

ART. 64. La construction d'une chapelle funéraire à Ostende en vue d'assurer la conservation d'un monument élevé à la mémoire de la Reine Marie-Louise.

Les dépenses portées au projet de budget pour l'exercice courant subissent ainsi une augmentation totale de fr. 299,700

Il y a lieu de majorer cette somme de celle de 2,000 francs, si la Chambre adopte l'amendement proposé par le Gouvernement et qui résulte de la communication suivante :

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants à Bruxelles.

Bruxelles, le 15 mars 1905.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à un amendement que M. le Ministre de la Justice propose d'apporter au projet de budget de son département pour l'exercice 1905.

Par suite de cet amendement, ledit projet de budget s'élève :

1° Pour les dépenses ordinaires à	fr. 26,630,800 »
2° — exceptionnelles à	950,000 »
Ensemble à . . fr.	<u>27,580,800 »</u>

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre,

C^{te} DE SMET DE NAEYER.

NOTE.

Amendement.

Première section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE XI.

TRAITEMENTS DE DISPONIBILITÉ,
PENSIONS ET SECOURS.

ART. 57. — *Secours à accorder, à défaut de pension, à d'anciens magistrats, fonctionnaires, employés ou agents salariés des divers services ressortissant au Département, à leurs veuves ou aux membres de leurs familles dont ils étaient les soutiens, qui se trouvent dans une position malheureuse.* . fr. 31,000

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK XI.

WEDDEN VAN BESCHIKBAARHEID, PENSIOENEN EN HULPGELDEN.

ART. 57. — *Te verleenen hulp, waar geen pensioen genoten wordt, aan voormalige magistraten, ambtenaren, beambten of bezoldigde agenten der onderscheidene van het Departement afhangende diensten, aan hunne weduwen of verwanten wier steun zij waren, die in ongelukkige omstandigheden verkeerden.*
fr. 31,000

Augmentation de 200 francs justifiée par l'accroissement du nombre de personnes à secourir.

*
* *

Les diverses sections ont fait relativement au projet du budget les observations qui suivent :

1^{re} SECTION. — La section recommande la mise à l'ordre du jour du projet étendant la compétence des juges de paix.

Le projet est adopté par 10 voix contre 4.

2^e SECTION. — Un membre demande la réduction des frais de justice pour les petites dettes, notamment en matière commerciale.

Un membre demande que les chemins de ronde longeant la prison de Saint-Gilles, ne soient pas soustraits à la circulation et à l'usage du public.

Adopté par 4 voix et une abstention.

3^e SECTION. — Un membre voudrait que la section centrale pose à nouveau la question de savoir où en est le projet de réorganisation de la bienfaisance publique.

Le même membre demande que dans les statistiques on fasse la classification des délinquants par profession.

Un autre membre attire l'attention de la section centrale sur la situation

faite à la Cour d'appel de Bruxelles, où se produisent des audiences blanches par suite du manque de magistrats.

Diverses solutions sont proposées. En tout cas, la situation ne peut perdurer. La section centrale devrait poser la question.

Le même membre attire l'attention sur la situation de certains greffiers-adjoints de la Cour d'appel, non docteurs en droit et d'ailleurs peu nombreux, qui n'ont pas bénéficié de la nouvelle loi.

Le budget est adopté par 13 voix contre 3.

4^e SECTION. — Un membre demande où en est l'étude de la question des huissiers dont la situation a été modifiée par la circulaire du procureur général. La situation des huissiers devrait être définitivement réglée.

Un membre demande que l'on réduise le prix du *Compte rendu analytique*.

Un membre demande que l'on procède à une sélection sérieuse des enfants tenus dans les établissements de bienfaisance. Il faudrait placer les enfants par catégories, les bons, les mauvais, etc., faire un meilleur choix du personnel; les surveillants devraient faire un stage.

Un membre trouve trop élevé le crédit proposé à l'article 64 (chapelle pour le monument de la Reine).

Il est adopté par 8 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'ensemble du projet est adopté par 6 voix contre 5 abstentions.

5^e SECTION. — Un membre demande que le Gouvernement prenne des mesures pour permettre à la Cour d'appel de Bruxelles de siéger. Depuis que les chambres sont composées de six conseillers, au lieu de sept, on arrive à des séances blanches.

Un membre fait remarquer qu'en octobre, il y a eu vingt et une audiences blanches. Il ajoute que l'arriéré s'accumule partout. Au correctionnel, le nombre des affaires a doublé et le nombre des chambres n'a pas augmenté.

L'observation est appuyée par différents membres.

Demande de revision de toutes les lois sur la publicité en matière judiciaire; il faudrait employer la publicité de la presse.

Un membre demande que l'on hâte les travaux du palais de justice de Gand.

Un membre demande que l'école de bienfaisance de Namur soit transférée à la campagne.

Un membre demande que l'on supprime les délais d'opposition pour les condamnations par défaut. Ce projet a déjà été voté par le Sénat.

Un membre se propose de demander la même chose à la Chambre.

Un membre demande que l'on nomme un plus grand nombre de juges à Audenarde.

Un membre demande que l'on augmente l'indemnité des jurés.

Un membre demande la réorganisation de la profession d'agent de change.

Un membre demande la suppression de la commission des huissiers.

Un membre demande le vote de la loi sur l'hypothèque fluviale.

Un membre demande où en est la réforme de la bienfaisance.

Le budget est adopté par 13 voix contre 6 abstentions.

6^e SECTION. — Adopté à l'unanimité, sauf 1 vote négatif et 2 abstentions.

EXAMEN DU PROJET DE BUDGET EN SECTION CENTRALE

Parmi les questions relatives à l'administration de la justice et qui préoccupent le plus vivement l'opinion publique, il faut mettre tout d'abord celle de la prompte expédition des procès.

La section centrale en a été saisie par les observations des sections, et elle ne pouvait manquer de la placer en quelque sorte au premier rang des objets qui appelaient son examen.

Le rapport de la section centrale de 1903 s'était fait l'écho des plaintes qui s'élevaient au sujet d'un état de choses dont les graves inconvénients se faisaient sentir à Mons, à Charleroi, à Anvers et surtout à Bruxelles. L'honorable Ministre de la Justice essaya aussitôt d'y pourvoir. Il institua le 13 juin 1903 une commission spéciale de réformes judiciaires qui, sur son initiative, fournit une série nombreuse de projets de loi, en vue d'accélérer et d'améliorer notre système de procédure.

On a pu lire le résultat de ses travaux dans le *Journal des Tribunaux* de 1903 et 1904. Plusieurs de ces projets y ont été discutés et commentés.

A son tour la Fédération des avocats élaborait, au cours de 1904, un rapport sur les remèdes à l'encombrement des rôles et aux lenteurs judiciaires, et ce rapport fut suivi d'un questionnaire sur le même objet, adressé aux membres de la Magistrature et du Barreau.

La question, c'est le cas de le dire, a fait couler des flots d'encre.

Tous les recoins de notre législation ont été explorés.

De nombreux avant-projets de réforme ont vu le jour. Ce que l'on a recherché, ce ne sont pas seulement les remèdes aux lenteurs des procès, ce sont aussi les améliorations possibles dans l'administration de la justice. Il en est incontestablement de fort intéressants et de fort pratiques, qui ne peuvent manquer d'emporter l'adhésion générale :

Tels la simplification de la procédure d'appel en matière électorale quand les parties sont d'accord ; l'élévation du taux du dernier ressort, l'extension de la compétence des tribunaux de police à de nombreuses contraventions dévolues au tribunaux correctionnels ; le paiement direct des amendes de police au gré du délinquant et sans débat à l'audience ; la simplification de la procédure en matière d'incompétence, de litispendance, de demandes reconventionnelles ; la suppression presque radicale du préliminaire de conciliation.

D'autres, qui vont à l'encontre de traditions séculaires et qui rompent avec le système fondamental de notre organisation judiciaire, auront plus de peine à être ratifiés par l'opinion et donneront lieu sans doute à des résistances plus ou moins vives ;

Ainsi, les chambres civiles de la cour siégeant à trois conseillers; certains délits, flagrants, avoués ou peu importants, dévolus à la connaissance du président du tribunal siégeant comme juge unique; la compétence du même magistrat appliquée en matière civile aux litiges d'une valeur inférieure à 1,500 francs; le juge de carrière au tribunal de commerce ou la transformation du caractère attribué au greffier, qui deviendrait un membre actif du siège; l'adjonction au personnel de la cour de suppléants pris parmi les anciens du barreau ou dans un corps de conseillers auditeurs.

Toutes ces réformes, dont plusieurs sont d'ailleurs étrangères à l'objet qui nous occupe, d'autres encore, ont été étudiées et donneront lieu quelque jour à des projets ou à des propositions de loi dont la Chambre accueillera le dépôt avec satisfaction.

Mais leur réalisation ne sera pas l'œuvre d'un jour, et à en juger par le temps qu'a demandé la récente discussion relative à la procédure en matière de divorce, les lenteurs actuelles dureront longtemps encore si leur disparition dépend de ces réformes.

Pendant qu'on les étudie, le malaise persiste et les journaux ne cessent d'exprimer les plaintes de ceux qui en souffrent.

En matière civile, ce sont des procès qui se traînent, perpétuant un état de trouble dans les rapports sociaux, laissant en suspens des intérêts plus ou moins considérables par leur objet, mais toujours importants aux yeux des plaideurs.

En matière commerciale, ce sont la célérité des transactions et la sécurité du crédit, ces conditions essentielles de la prospérité des affaires, qui se trouvent atteintes.

En matière répressive, c'est la punition des délits qui reste en suspens au détriment de l'ordre social et du prestige de la loi. C'est en cette matière surtout que les vices de la situation actuelle sont manifestes. A Bruxelles, les affaires arrivent devant le tribunal souvent après une longue instruction. Il n'est pas rare de les voir appeler à l'audience correctionnelle au moment où la prescription va s'accomplir. Les faits sont presque sortis de la mémoire des témoins. La peine n'a plus d'effet exemplaire. Les prévenus, coupables d'un moment d'égarement, sont jugés quand, par une existence correcte, ils ont presque mérité le pardon de leur faute; et la justice, en les frappant hors de propos, court le risque de devenir injuste. Et quant à l'administration même de la justice, ce sont d'interminables audiences, qui surmènent les magistrats, où prévenus et témoins, citadins et campagnards, sont cités pour 9 heures du matin et retenus jusque 4 ou 5 heures du soir, trop heureux s'ils ne sont pas renvoyés à quelque jour lointain où il faudra recommencer.

On peut admettre que le service d'organisation intérieure a donné à peu près ce qu'il est susceptible de produire, par le bon emploi du temps consacré aux débats, par l'utilisation des forces et du dévouement des magistrats. Les audiences correctionnelles ont été prolongées; des chambres temporaires, des audiences supplémentaires ont été instituées.

Il semble qu'il est nécessaire, pour parer aux nécessités de la situation, de recourir à l'augmentation du personnel.

L'honorable Ministre de la Justice vient de déposer un projet de loi qui crée une nouvelle chambre au tribunal de première instance de Bruxelles, et qui, en même temps, augmente d'un membre le personnel du tribunal consulaire de Verviers.

La section centrale, constituée en commission pour l'examen de cet objet, ne peut qu'applaudir au projet qui, au surplus, sera justifié de plus près dans un rapport spécial.

M. le président du tribunal de commerce de Bruxelles, dans le rapport qu'il a fait en octobre dernier sur les travaux de ce tribunal, demande la nomination d'un nouveau greffier-adjoint. Cette mesure lui permettrait d'instituer, sans autres frais, une nouvelle chambre, en vue de vider l'arriéré de son rôle et de le tenir à jour.

La dépense serait largement compensée par l'augmentation de recettes que l'expédition d'un fort contingent d'affaires procurerait au Trésor.

La section centrale signale cette demande à M. le Ministre de la Justice.

Dans l'une des sections de la Chambre, l'attention a été attirée également sur la nécessité de renforcer le personnel judiciaire du tribunal de première instance d'Audenarde.

A la Cour d'appel de Bruxelles, l'arriéré est fort ancien. On peut en juger par le tableau ci-après des affaires civiles, qui remonte à 1881.

*Mouvement des affaires civiles à la Cour d'appel de Bruxelles
de 1881 à 1894.*

ANNÉES JUDICIAIRES.	Restant à juger au 1 ^{er} août.	Affaires nouvelles.	Ensemble à juger.	Affaires terminées.
1881-1882.	380	662	1,042	645
1882-1883.	397	692	1,089	656
1883-1884.	433	706	1,139	578
1884-1885.	561	715	1,270	608
1885-1886.	654	788	1,442	639
1886-1887.	803	672	1,475	768
1887-1888.	709	751	1,460	798
1888-1889.	662	777	1,439	801
1889-1890.	638	791	1,429	560
1890-1891.	869	888	1,757	961
1891-1892.	961	809	1,770	801
1892-1893.	969	884	1,859	827
1893-1894.	1,026	733	1,759	822
1894-1895.	937	857	1,794	890
1895-1896.	904	960	1,764	732
1896-1897.	1,032	945	1,877	883
1897-1898.	1,001	797	1,798	848
1898-1899.	950	884	1,834	896
1899-1900.	938	849	1,787	818
1900-1901.	969	989	1,958	784
1901-1902.	1,174	914	2,088	779
1902-1903.	1,322	979	2,301	835
1903-1904.	1,466	1,007	2,473	1,058
1904	1,415	—	—	—

Afin de donner un exposé complet de la situation telle qu'elle se comporte actuellement, nous ajouterons aux chiffres qui précèdent le relevé des affaires correctionnelles, ainsi que celui des affaires électorales et des affaires de milice pendant les deux dernières années.

Affaires correctionnelles.

Années judiciaires.	Restant à juger au 1 ^{er} août.	Affaires nouvelles.	Ensemble à juger.	Affaires terminées.
1902-1903	720	1,825	2,545	1,691
1903-1904	854	1,699	2,553	2,086
1904-1905	467	»	»	»

Les affaires électorales jugées en 1902-1903 s'élevaient à . . .	5,019
et celles jugées en 1903-1904	5,157
Le nombre des affaires de milice de l'année 1902-1903 est de . . .	961
il en restait à juger	27
Celui des mêmes affaires pendant l'année 1903-1904 de . . .	1,148
il en restait à juger	35

Le tableau ci-dessus, relatif aux affaires civiles, débute par un chiffre de 580 affaires anciennes, auxquelles sont venues s'ajouter 662 affaires introduites au cours de l'année judiciaire. La Cour n'en terminait que 645, soit un total inférieur, dès lors, à celui des affaires nouvelles.

Il importe de remarquer qu'en cette même année la Cour a reçu un surcroît de besogne par l'effet de la loi du 30 juillet 1881, qui a supprimé les députations permanentes comme juridiction d'appel en matière électorale.

La création, en vertu de cette loi, d'une sixième chambre, n'a point empêché la Cour d'être constamment débordée depuis lors par les affaires nouvelles, dont le nombre avait porté l'arriéré, dix ans plus tard, à un chiffre de près de mille affaires.

Depuis 1900, c'est là aussi le chiffre approximatif des affaires nouvelles, et comme le nombre des affaires jugées ne s'élève qu'à environ 800, l'arriéré va grandissant.

Il était au 1^{er} août 1901 de 1,174, au 1^{er} août 1902 de 1,322, au 1^{er} août 1903 de 1,466 affaires.

D'autre part, la multiplication des affaires correctionnelles avait amené en 1891 le sectionnement de la chambre correctionnelle. Cette mesure ne suffit point à maintenir l'équilibre entre le nombre des affaires jugées et celui des affaires anciennes et nouvelles inscrites au rôle de la Cour.

L'arriéré était au 1^{er} août 1903 de 854 affaires.

C'est dans ces circonstances que le Parlement fut amené à voter, sur la proposition de la commission spéciale instituée par l'honorable Ministre de la Justice, la loi du 17 avril 1903.

Il fallait une nouvelle chambre. Elle fut formée par le moyen de la réduction du nombre des conseillers de sept à six par chambre civile, et par l'institution de deux sièges nouveaux de conseiller et d'une place d'avocat général.

Le principe de cette loi avait été formulé au Sénat dès 1901. La section centrale de la Chambre l'avait adopté en 1903, en proposant toutefois la

nomination d'une demi-chambre complète destinée à vider d'abord l'arriéré correctionnel.

Après tantôt deux ans de fonctionnement, il est possible de se rendre compte des effets de cette loi et d'en apprécier les résultats.

La Cour possède une chambre civile en plus.

S'il y a eu parfois quelque difficulté à composer le siège dans les chambres civiles, s'il y a eu des audiences blanches que l'on a pu attribuer à la réduction du personnel des chambres, le nombre des audiences perdues n'a pas néanmoins été excessif, et par contre l'administration de la justice a bénéficié des audiences consacrées à l'expédition des affaires par la nouvelle chambre. D'autre part, en exécution de la mission dévolue à titre temporaire aux chambres civiles et relative à l'arriéré correctionnel, les chambres civiles ont tenu en 1903-1904, les unes 17, les autres 18 audiences extraordinaires, au total 104 audiences correctionnelles.

L'arriéré correctionnel a disparu.

Mais, au civil, la situation demeure inquiétante.

Le nombre des affaires restant à juger, qui était au 1^{er} août 1903 de 1,466 affaires, était encore au début de l'année en cours de 1,415 affaires. En 1903-1904, il était entré 1,007 affaires et la cour en a jugé 1,038. Elle avait donc fait diminuer l'arriéré de 51 affaires. C'est trop peu, et à ce compte il faudrait de longues années pour le faire disparaître. Il est à craindre qu'il ne disparaisse même jamais, si l'on tient compte de la progression constante et normale du nombre des affaires.

La loi de 1903 était un essai. Il faut bien constater qu'elle n'a pas produit tous les résultats que l'on en attendait.

Elle avait été accueillie avec défaveur par le monde judiciaire et le barreau.

L'opinion hostile de ce dernier a été marquée expressément dans une délibération du conseil de l'ordre, en date du 24 juin 1904.

Que faut-il conclure de l'exposé qui précède, sinon qu'il est indispensable de recourir à de nouvelles mesures qui auront pour effet d'augmenter le nombre des chambres.

Lesquelles?

La réduction du nombre des conseillers siégeant à l'audience, de cinq à trois? L'extension aux matières civiles du système qui fonctionne depuis 1878 en matière électorale, et depuis 1891 en matière correctionnelle?

Des membres de la section se sont montrés partisans de cette réforme; mais la majorité ne s'y est point ralliée.

Les motifs que la section centrale donnait en 1903 à l'encontre de cette solution, sont encore les siens aujourd'hui; nous pensons pouvoir nous référer sur ce point à son rapport de cette époque.

Dans l'opinion de la section centrale, la solution serait la suivante.

Il y aurait lieu d'en revenir aux chambres à sept conseillers, de compléter par conséquent la septième chambre déjà instituée, par la nomination de cinq nouveaux conseillers. La cour pourrait ensuite, à l'aide de l'excédent disponible de son personnel, former une chambre temporaire qui fonctionnerait aussi longtemps que durera l'arriéré des affaires civiles.

Que la formation de cette chambre temporaire puisse se faire sans trop de difficulté, l'application de la loi de 1903 l'a démontré; et ce n'est point présumer du dévouement des magistrats de la Cour que de compter sur leur concours à cet effet.

Étant donné que cette chambre terminera autant d'affaires que chacune des six chambres actuelles, il faudrait encore, toutes choses restant en état, environ cinq ou six ans pour que les rôles fussent à flot.

La mesure que la section centrale propose n'aurait donc rien d'excessif et resterait plutôt en deçà des besoins actuels.

L'on doit ajouter qu'au point de vue de l'activité à demander aux membres de nos diverses cours, il est juste de maintenir la balance égale entre elles.

La loi de 1903 est d'application générale; mais elle ne devait avoir d'effet pratique que pour la Cour de Bruxelles, et elle ne pouvait fonctionner que par un sacrifice demandé aux efforts des membres de cette Cour.

Son personnel est un peu moindre que celui des Cours de Gand et de Liège réunies : en cela, il est en rapport avec la population comparée des trois provinces qui forment son ressort et celle des six autres provinces. Au point de vue du nombre des affaires, si les affaires correctionnelles, les affaires fiscales, les affaires de milice atteignent un chiffre à peu près semblable auprès de l'une et auprès des deux autres, l'affluence des affaires civiles nouvelles est incontestablement plus considérable devant la Cour de Bruxelles.

L'on sait les causes pour lesquelles il ne pourrait en être autrement. Les affaires de l'État, les affaires des sociétés, pour ne parler que de celles-là, y sont portées en quelque sorte par la force des choses. Si l'on y ajoute l'arriéré qui écrase les rôles de la Cour, on se rend compte du surcroît de travail que ses membres ont à s'imposer.

Au cas où l'état de choses créé par la loi de 1903 eût été temporaire, et destiné à sauver une situation passagèrement troublée, ses inconvénients eussent sans doute semblé acceptables.

Mais du moment qu'il apparaît comme devant être définitif, il est difficile de consacrer une situation d'où résulte une somme inégale de labeur pour des corps judiciaires du même rang.

La création des cinq nouveaux conseillers infligera un sacrifice au Trésor.

Ainsi que la section centrale l'a constaté plus haut, ce ne sera point néanmoins une cause réelle de perte. L'augmentation des frais dont l'État doit bénéficier apportera certainement des ressources supérieures à ce qu'il faut pour contrebalancer les dépenses.

Le déblaiement des rôles de la cour pourrait être notablement accéléré par certaines réformes, notamment en matière électorale.

En 1903-1904, la Cour de Bruxelles a consacré à l'examen des recours électoraux 90 audiences.

Pour l'année courante, l'on annonce une suspension du service des affaires civiles pendant trois semaines, ce qui, pour les six chambres, représente

l'emploi de 84 audiences. L'on peut prévoir pour l'année 1905-1906, année d'élections législatives, une abondance extraordinaire d'appels en matière électorale.

L'opinion publique s'est accoutumée à voir ces sortes de contestations déferées à la connaissance des Cours d'appel, en l'impartialité desquelles elle a confiance. Mais sans leur enlever leur juridiction en cette matière, on pourrait réaliser d'utiles réformes d'ordre administratif. C'est ainsi que l'on a proposé de renoncer à la revision annuelle des listes et de les arrêter par périodes s'étendant d'une élection à l'autre. La question mérite examen. Il est certain que la revision a cessé d'être indispensable depuis l'institution des mandataires politiques suppléants.

D'autre part, la Commission spéciale de 1903 a proposé la modification de l'article 100 du Code électoral, en ce sens que le commissaire d'arrondissement statuerait sans renvoi sur les réclamations au sujet desquelles il n'y a point de contestation.

Ces réformes diminueraient considérablement le fardeau des charges imposées aux Cours d'appel par la loi du 30 juillet 1881.

*
* * *

Dans le but d'améliorer le fonctionnement de l'organisme judiciaire, les sections de la Chambre ont signalé quelques mesures qui appellent plus spécialement l'attention de la Chambre.

Le préliminaire de conciliation entraîne des lenteurs et des frais dont l'inutilité pratique dans la généralité des cas est reconnue par tout le monde. Dans beaucoup de tribunaux, il suffit de déposer une requête pour en obtenir la dispense. D'autres, scrupuleusement respectueux du texte inscrit dans le Code de procédure, exigent qu'on y ait recours, même dans les cas où ensuite d'une comparution en *Pro-Deo*, les parties ont eu l'occasion de se concilier devant le juge. Il faut une loi pour régler la situation. La Commission de 1903 en a formulé le projet.

Cette question se rattache à celle de la diminution des frais de justice qui, depuis de longues années, est réclamée non seulement en matière civile, mais aussi dans la procédure commerciale et devant la justice répressive.

*
* * *

En matière pénale, la section centrale a porté son attention sur l'insuffisance souvent signalée de la police rurale, sur l'insécurité qui en résulte dans diverses régions du pays et qui se manifeste de temps à autre par des actes de véritable brigandage.

Il y a lieu d'augmenter le nombre des postes de gendarmerie, voire même de modifier le caractère de l'institution des gardes champêtres, qui deviendraient des agents plus directs du Gouvernement. A la suite des travaux de la Commission instituée pour cet objet, un projet de loi sur la police rurale a été annoncé; la section espère qu'il sera prochainement déposé.

*
* * *

Les tribunaux, spécialement les tribunaux répressifs, ont à s'occuper d'un nombre toujours plus considérable d'affaires financières. Pour ne parler que du tribunal correctionnel de Bruxelles, environ quarante affaires de ce genre y sont en instruction et plusieurs autres en information; quant à celles qui sont instruites, le tribunal a été amené à leur consacrer de nombreuses audiences spéciales.

Il n'est que trop certain que nos lois de 1873 et 1886 sur le régime des sociétés, tout en dotant notre pays d'une législation remarquablement efficace au point de vue du développement des affaires, n'ont pas sauvegardé suffisamment les intérêts du public. Depuis les travaux de la commission spéciale de 1894, l'évaluation des apports, la responsabilité des administrateurs et des commissaires, la confection des bilans, le régime de publicité des actes sociaux, la situation des obligataires, d'autres questions encore ont été étudiées au point de vue des abus qui portent atteinte à la bonne foi et à l'honnêteté publiques.

Il importe qu'une législation amendée sorte, dans un délai prochain, des délibérations du Parlement, dont le Sénat a pris l'initiative.

Cette réforme se trouvera complétée par celle du régime des Bourses de commerce. Leur accès, trop facile, grâce au principe de la liberté du courtage, introduit par la loi de 1867, a ouvert les portes à de nombreux agents dont la fonction légale est d'exécuter les ordres d'achat et de vente qui leur sont confiés, mais qui trop fréquemment ne sont plus que de nom, les intermédiaires et les mandataires de leurs clients. Est-ce à une plus grande sévérité dans la réglementation des Bourses de commerce qu'il faudra recourir pour corriger les abus? Il conviendra sans doute d'attendre les résultats que l'on peut attendre de récentes tentatives faites par l'initiative privée et qui tendent à l'établissement de syndicats professionnels.

* * *

Dans ces derniers temps, le sort des employés des greffes et des parquets semblait avoir été réglé par la législature. Il ne l'a point été à la satisfaction de tous les intéressés.

La loi du 5 décembre 1903 a révisé les traitements des greffiers des cours et tribunaux, en les majorant d'une somme fixe après chaque période de cinq ans.

Parmi eux se trouvent certains greffiers-adjoints des cours d'appel, non docteurs en droit, dont la situation spéciale avait fait l'objet de la loi du 23 mai 1902. Cette loi les assimile aux greffiers des tribunaux de 2^e classe, mais, en réalité, ils ne jouissent pas de l'amélioration de situation que la loi du 5 décembre a accordée à ces derniers.

La section a posé à M. le Ministre de la Justice une question que nous reproduisons ici, avec la réponse qu'elle a reçue.

QUESTION.

« La loi du 5 décembre 1903 a réglé la situation du personnel des greffes.

» La loi du 23 mai 1902 avait assimilé certains greffiers-adjoints de Cours d'appel, non docteurs en droit, aux greffiers des tribunaux de deuxième classe.

» Ne sera-t-il pas pris de mesures pour que ces greffiers-adjoints de Cours d'appel, non docteurs en droit, bénéficient de la situation faite par la loi du 5 décembre 1903 aux greffiers des tribunaux de 2^e classe, et notamment pour qu'ils voient les périodes d'avancement septennales remplacées par les périodes quinquennales ? »

RÉPONSE.

« La loi du 23 mai 1902 a accordé aux anciens greffiers-adjoints des Cours d'appel, qui ne sont pas docteurs en droit, des traitements égaux au traitement inférieur des greffiers des tribunaux de première instance de seconde classe. Ces traitements seront portés après 7 et 14 ans au medium, puis au maximum établis par la loi de 23 novembre 1889. Le législateur a jugé que les rétributions ainsi fixées étaient proportionnées à l'importance et à l'ancienneté des services rendus par ces fonctionnaires.

» L'année suivante, le 5 décembre 1903, fut publiée une loi qui améliora la situation des autres greffiers-adjoints et des greffiers en accordant aussi à ces employés, mais suivant un régime différent, des accroissements de traitements proportionnés à l'ancienneté de leurs services.

» Cette loi générale n'a pas apporté de modifications à la loi spéciale antérieure.

» Le Gouvernement ne voit pas de raisons suffisantes pour s'occuper à nouveau de la situation des anciens greffiers-adjoints des Cours d'appel qui ne sont pas docteurs en droit. Les traitements dont ils jouissent en vertu de la loi du 23 mai 1903, constituent une rémunération suffisante, eu égard aux services qu'ils rendent. Il n'y a pas de motifs pour les faire jouir à la fois des avantages de la loi spéciale de 1902 et de ceux de la loi générale de 1903.

A voir le texte de la loi de 1903, notamment dans ses articles 1 et 9, la section estime que celle-ci est d'application générale, et que, d'après son esprit, les intéressés seront appelés à en bénéficier si elle est pour eux plus avantageuse que la loi de 1902. Il y aurait donc lieu de porter de ce chef au budget un crédit supplémentaire.

* * *

La situation des employés des parquets a donné lieu également, au sein de la section centrale, à des observations de la part de l'un de ses membres.

L'arrêté ministériel du 22 janvier 1892, en fixant le taux minimum de leur traitement, permettait aux chefs de parquet d'élever ce taux jusqu'à un maximum déterminé.

Le récent arrêté ministériel, daté du 25 septembre 1903, crée dans les divers parquets des commis-chefs; il élève en général les minima, sauf ceux des commis de la Cour de cassation qui sont abaissés, et ceux des commis sans classe des tribunaux de première instance qui sont maintenus; il supprime les maxima et permet des augmentations de traitement de 300 francs pour les secrétaires, de 200 francs pour les commis-chefs et les commis, après des périodes respectives de cinq ans et de trois ans.

Mais si cet arrêté est favorable à une partie du personnel, les employés inférieurs n'y ont point trouvé les avantages qu'ils en espéraient et qui leur étaient assurés notamment par la proposition de loi dont la Chambre a été saisie. L'on fait observer que peu de commis ont la perspective de devenir commis-chefs; qu'en somme 85 commis des cours et des tribunaux n'ont pas reçu d'amélioration de position et qu'il y aurait lieu d'amender l'arrêté de 1903 en portant de 200 à 300 francs tous les trois ans l'augmentation des traitements des commis qui ont de douze à quinze ans de bons services.

La section prie l'honorable Ministre de la Justice de soumettre cette question à un nouvel examen.

*
* *

Le nombre des notaires en exercice dans l'arrondissement de Bruxelles n'était plus depuis longtemps en rapport avec l'augmentation de la population. A ce sujet, la section a posé à M. le Ministre de la Justice une question ainsi libellée :

QUESTION.

« Les études ordonnées au Département de la Justice en vue de l'augmentation du nombre des notaires dans l'arrondissement de Bruxelles sont-elles terminées et le Gouvernement est-il d'avis de proposer cette augmentation ? »

Il y a été répondu le 22 mars dans les termes suivants :

RÉPONSE.

« Le projet de loi autorisant l'augmentation du nombre des notaires dans l'arrondissement de Bruxelles vient d'être déposé à la Chambre. (Séance du mardi 21 mars 1905.) »

La Chambre se trouve en effet saisie d'un projet déposé le 22 mars et qui comporte une notable augmentation du nombre des notaires dans l'agglomération bruxelloise.

La section centrale n'a point à s'occuper autrement de ce projet, qui a été renvoyé à l'examen des sections.

*
* *

L'Amélioration de notre régime de la bienfaisance ne cesse de préoccuper le Parlement. Le question est complexe, et depuis des années elle apparaît sous ses différents faces dans les discours des orateurs des deux chambres. Certes le Gouvernement n'y est pas demeuré étranger.

En 1898, il constituait une commission spéciale qui terminait ses travaux cinq années plus tard par le dépôt d'un projet complet et d'un remarquable rapport, dû à la plume de M. Cyrille Van Overbergh.

A la suite des observations faites au sein des diverses sections, la section centrale a adressé au Gouvernement la question que voici :

QUESTION.

« Le Gouvernement compte-t-il déposer prochainement le projet, qui a été annoncé, et qui est relatif à la réorganisation de la bienfaisance publique ? »

RÉPONSE.

Le Département de la Justice continue l'étude du projet relatif à la réorganisation de la bienfaisance publique. Mais il n'est pas possible de déterminer la date à laquelle ce projet pourra être déposé. »

Cette matière est d'une haute importance. Outre l'organisation générale de la bienfaisance publique et privée, elle embrasse le domicile de secours, le régime des maisons de refuge, écoles de bienfaisance et colonies, le régime des aliénés, et d'autres questions au sujet desquelles la législation en vigueur a été reconnue incomplète ou défectueuse. La section émet le vœu de voir résoudre promptement ces problèmes qui inquiètent l'opinion.

*
* *

En dehors des questions qui viennent d'être passées en revue à propos de la discussion générale du budget de la Justice, l'examen des articles n'a donné lieu qu'à un petit nombre d'observations.

A l'article 21, un membre a demandé quand seront terminés les travaux d'aménagement du Palais de Justice de Gand.

Un autre a exprimé le vœu de voir les locaux du Palais de Justice de Bruxelles dotés de l'éclairage électrique.

La section s'est occupée de la décoration intérieure de ce palais.

Lorsqu'il fut question de l'ériger, les pouvoirs publics ont été d'accord pour en faire un monument qui fût en quelque sorte un symbole.

On voulait l'élever non seulement à la Justice, l'un des pouvoirs émanant de la souveraineté nationale, mais à la Nation elle-même. Il devait frapper l'étranger par ses dimensions et ses lignes, célébrer le pays par la majesté de son architecture. Il devait aussi recevoir une décoration en rapport avec son importance.

Il faut le dire, cette décoration est lente à s'achever.

Vers 1895, l'on a commandé à Xavier Mellery des fresques pour la décoration du tribunal de Commerce ; mais elles restent absentes. Des œuvres de nos tapissiers, héritiers des hautelisseurs de jadis, devaient décorer les chambres des cours, et l'on a placé en effet une tapisserie dans la 1^{re} Chambre de la Cour d'appel et deux autres dans la salle d'audiences de la Cour de cassation.

Quelques modèles de lampadaires, posés un jour par la Fédération des avocats à l'occasion d'une fête jubilaire, sont demeurés en place le long des escaliers qui montent des Pas-Perdus à l'étage. Ce ne sont que des simulacres qui attendent d'être exécutés en bronze.

Des bustes de magistrats, de jurisconsultes, d'avocats, s'alignent dans les couloirs. Et l'on voit dans une galerie déserte le groupe de la Justice, de Julien Dillens, s'effriter peu à peu et se mutiler.

C'est une histoire pénible que celle de ce groupe, la première œuvre importante d'un artiste de génie ; refusée à l'exposition de Bruxelles en 1880 ; accueillie, mais encore méconnue, au salon triennal de 1884 ; puis admirée, consacrée par trois médailles d'honneur aux expositions universelles d'Amsterdam, d'Anvers et de Paris.

Elle ne pouvait être placée dans un milieu plus digne d'elle que dans ce Palais de Justice superbe.

Pourquoi ne l'a-t-on jamais exécutée en marbre ou en bronze ?

L'artiste, une des gloires de notre école de sculpture, vient de mourir. Il rêvait de produire son œuvre dans sa forme définitive, et il avait offert le concours gratuit de son travail.

Ne serait-ce pas le moment d'élever, dans ce cadre, ce monument à sa mémoire ?

On pense naturellement à donner au Palais de Justice une pareille décoration, en ce moment où les pouvoirs publics annoncent l'intention d'y réunir les représentants de nos 2,600 communes, pour célébrer le 75^e anniversaire de notre existence autonome.

*
* *

A l'article 23, un membre a demandé la réduction du coût du *Compte rendu analytique* à un franc.

La question a fait, à diverses reprises, l'objet de débats devant la Chambre. Celle-ci n'a point jugé qu'il fallût descendre en-dessous du prix actuel. Il n'est point probable qu'elle revienne sur cette décision.

Le même membre, à propos d'un débat récent au Parlement, suivi d'un démêlé judiciaire, a posé la question de savoir dans quelle limite pouvait s'exercer, par les organes de la presse en général et spécialement par les membres du Parlement, dans les publications journalières ou périodiques, la reproduction des débats parlementaires. Il estime que l'immunité parlementaire va jusqu'à permettre cette reproduction.

C'est là une question juridique dont la solution appartient à un autre pouvoir.

La Cour de cassation l'a tranchée dans son arrêt du 11 avril 1904. (*Pasirisie*, 1904, I, 199.)

*
* *

Article 54. Un membre fait observer que la salle mise à la disposition du barreau, à la prison de Gand, n'est pas convenable.

*
* *

Sous l'article 64, un membre renouvelle les observations déjà présentées à la Chambre, au sujet du chemin de ronde de la prison de Saint-Gilles, qu'il voudrait voir affecter à l'usage du public.

La section a renvoyé cet objet, de même que le précédent, à l'examen du Gouvernement.

*
* *

L'ensemble du budget a été adopté par 5 membres; il y a eu une abstention.

Le Rapporteur,

J. VAN DER LINDEN.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 APRIL 1905.

Begrooting voor 't Ministerie van Justitie, dienstjaar 1905 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN DER LINDEN.

MIJNE HEEREN,

Vergeleken met de Begrooting voor 1904, die in uitgaven
bedroeg fr. 27,279,100
is het ontwerp van begrooting voor 1905 verhoogd met . . . 299,700
wat het cijfer brengt op fr. 27,578,880

Daarbij is te voegen eene som van 2,000
als amendement, door de Regeering voorgesteld en dat verder
zal uitgelegd worden.

Het verschil tusschen beide dienstjaren is het gevolg eener
verhooging van gewone uitgaven met fr. 308,700
waarvan is af te trekken 9,000
vermindering in uitzonderlijke uitgaven.

Blijft dus. . . fr. 299,700

onderverdeeld als volgt :

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK II. — RECHTERLIJKE MACHT.

ART. 8. Personeel van het Hof van beroep. Verhooging . fr. 5,000
ART. 10. Personeel der rechtbanken van eersten aanleg en
van koophandel. 48,000
ART. 12. Personeel der vredegerechten en politierecht-
banken 20,000

(1) Begrooting, n° 4^{IV}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Dohet, Mabilie, Masson, De Jaer, Mechelynck en Van Der Linden.

HOOFDSTUK III. — KRIJSGERECHT:

ART. 14. Personeel van het krijgsgerechtshof fr. 1,000

ART. 16. Personeel der krijgsraden 3,300

Die verhoogingen worden veroorzaakt door het instellen van eenige nieuwe plaatsen en door de gewone toeneming der jaarwedden.

HOOFDSTUK V. — PALEIZEN VAN JUSTITIE.

ART. 21. Herstelling en vergrooting van het Justitiepaleis te Charleroi. 30,000

HOOFDSTUK VII. — EEREDIENSTEN.

ART. 27. Hoogere geestelijkheid van den katholieken eeredienst. Vermindering fr. 800

ART. 28. Lagere geestelijkheid van den katholieken eeredienst. Verhooging. 37,000

de eene volgende uit de toepassing der wettelijke maatregelen op de jaarwedden, en de andere uit het instellen van een aantal plaatsen.

HOOFDSTUK VIII. — WELDADIGHEID.

ART. 38. Uitbreiding van sommige diensten, ten gevolge van het overbrengen der weldadigheidsschool van Rekheim naar Ieperen fr. 20,000

HOOFDSTUK IX. — GEVANGENISSEN

ART. 43. Toeneming van het getal onderhoudsdagen der opgesloten fr. 50,000

ART. 44. Werkloon der opgesloten 20,000

Deze verhooging van uitgaven wordt op de begrooting van 's lands middelen opgewogen door eene gelijke verhooging der vermoedelijke ontvangsten van de voortbrengselen der opgesloten.

ART. 47. Jaarwedden van ambtenaren en nieuwe beambten en regelmatige verhooging van jaarwedden 31,000

ART. 49. Druk- en kantoorkosten 4,000

Gezamenlijke verhooging van gewone uitgaven fr. 309,500

Gezamenlijke vermindering van gewone uitgaven 800

Overschot der verhoogingen fr. 308,700

Tusschen beide dienstjaren bestaat geen verschil op hoofdstuk I (middenbestuur), IV (gerechtskosten), VI (officieele uitgaven, commissiën en jury's), X (politiekosten), XI (wedden van beschikbaarheid, pensioenen en hulpverlening), en XII (onvoorziene uitgaven).

Tweede sectie. — Uitzonderlijke uitgaven

Het totaal dier uitgaven, 950,000 frank, is fr. 9,000
 lager dans de uitzonderlijke uitgaven in 1904.

Zij betreffen :

ART. 60. Het bouwen van een toevluchtshuis voor vrouwen,
 te Sint-Andries-bij-Brugge, 200,000 frank ;

ART. 61. Werken tot het bouwen van onderscheidene gevangenhuisen, met name te Brussel-Vorst, 600,000 frank ;

ART. 62. Vergrooting van verschillende weldadigheidsscholen, 50,000 frank ;

ART. 63. Voltooing der weldadigheidsschool te Ieperen, 70,000 frank ;

ART. 64. Bouwen eener bidkapel te Oostende, tot bewaring van een gedenkteeken, opgericht ter nagedachtenis van Koningin Maria-Louisa.

Op de uitgaven der begrooting voor het loopende dienstjaar is er dus eene totale verhooging van fr. 299,700

Die som dient te worden verhoogd met 2,000 frank, zoo de Kamer instemt met het amendement, door de Regeering voorgesteld, zooals blijkt uit de volgende mededeeling :

Den Heere Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers te Brussel.

Brussel, 15 Maart 1905.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U over te maken eene nota betreffende een amendement, dat de heer Minister van Justitie voorstelt op het ontwerp van begrooting zijns departements voor het dienstjaar 1905.

Ten gevolge van dat amendement, beloopt bedoeld ontwerp van begrooting :

1 ^o Voor de gewone uitgaven	fr. 26,630,800 »
2 ^o Voor de uitzonderlijke uitgaven	950,000 »
Te zamen.	fr. 27,580,800 »

Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting te aanvaarden.

De Minister,

GRAAF DE SMET DE NAEYER.

NOTA.

Amendement.

Première section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE XI.

TRAITEMENTS DE DISPONIBILITÉ,
PENSIONS ET SECOURS.

ART. 57. — *Secours à accorder, à défaut de pension, à d'anciens magistrats, fonctionnaires, employés ou agents salariés des divers services ressortissant au Département, à leurs veuves ou aux membres de leurs familles dont ils étaient les soutiens, qui se trouvent dans une position malheureuse.* . fr. 31,000

Herste sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK XI.

WEDDEN VAN BESCHIKBAARHEID, PENSIOENEN EN HULPGELDEN.

ART. 57. — *Te verleenen hulp, waar geen pensioen genoten wordt, aan voormalige magistraten, ambtenaren, beambten of bezoldigde agenten der onderscheidene van het Departement afhangende diensten, aan hunne weduwen of verwanten wier steun zij waren, die in ongelukkige omstandigheden verkeerren.*
fr. 31,000

Verhooging met 2,000 frank, gerechtvaardigd door het getal te ondersteunen personen.

* *

In de afdeelingen werden over het ontwerp van begrooting de volgende opmerkingen gemaakt :

1^o AFDEELING. — De afdeeling vraagt dat het ontwerp tot uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters, aan de dagorde zou worden gebracht. Het ontwerp wordt goedgekeurd met 10 stemmen tegen 1.

2^o AFDEELING. — Een lid vraagt om verlaging der gerechtskosten in zake van geringe schulden, inzonderheid voor handelszaken.

Een lid vraagt dat het publiek toegang zou hebben tot de rondwegen langs het gevangenhuis te Sint-Gillis.

Goedgekeurd met 4 stemmen en 1 onthouding.

3^o AFDEELING. — Een lid verlangt, dat andermaal worde gesteld de vraag hoeverre het staat met de herinrichting der openbare liefdadigheid.

Hetzelfde lid vraagt, dat in de statistieken de overtreders worden gerangschikt naar hun beroep.

Een ander lid vestigt de aandacht der Middenafdeeling op den toestand in het Hof van beroep te Brussel, waar op sommige zitdagen niets wordt verricht, bij gemis van magistraten.

Er worden verschillende oplossingen voorgesteld. In elk geval, kan die toestand niet blijven duren. De Middenafdeeling zou de vraag moeten stellen.

Hetzelfde lid vestigt de aandacht op den toestand van sommige adjunct-griffiers bij het Hof van beroep, die geen doctor in de rechten en overigens niet talrijk zijn en het voordeel der nieuwe wet niet genieten.

De begrooting wordt goedgekeurd met 13 stemmen tegen 3.

4^e AFDEELING. — Een lid vraagt hoe het staat met het onderzoek naar den toestand der deurwaarders, gewijzigd bij omzendbrief van den procureur generaal. Die toestand hoeft voorgoed te worden geregeld.

Een lid vraagt om vermindering van den prijs van het *Beknopt Verslag*.

Een lid vraagt om eene ernstige schifting onder de kinderen die in liefdadigheidscholen worden opgenomen. Zij zouden moeten gerangschikt worden in goeden, slechten, enz.; het personeel dient beter te worden uitgekozen; de toezieners zouden eenen proeftijd moeten uitdoen.

Een lid acht het krediet, onder artikel 64 uitgetrokken, (kapel voor het gedenkteeken aan de Koningin) te hoog.

Het krediet wordt goedgekeurd met 8 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

Het ontwerp wordt aangenomen met 6 stemmen en 5 onthoudingen.

5^e AFDEELING. — Een lid vraagt dat de Regeering maatregelen zou nemen, opdat het Brusselsch Hof van beroep geregeld zitting zou kunnen houden. Sedert de kamers slechts zes raadsheeren tellen, in plaats van zeven, wordt in sommige zittingen niets verricht.

Een lid doet opmerken, dat in October laatstleden in een en twintig zittingen niets werd verricht en dat de achterstallige zaken toenemen. Het cijfer der boetstraffelijke zaken is verdubbeld, en het getal kamers werd niet vermeerderd.

Verscheidene leden ondersteunen deze opmerking.

Er wordt gevraagd om herziening van al de wetten op de openbaarheid in rechterlijke zaken; daartoe zou men zich tot de dagbladen moeten wenden.

Een lid vraagt bespoediging der werken aan het Justitiepaleis te Gent.

Een lid vraagt dat de Weldadigheidsschool te Namen naar den buiten zou worden verplaatst.

Een lid vraagt om afschaffing van den tijd van verzet tegen veroordeelingen bij verstek. De Senaat heeft reeds dat wetsontwerp goedgekeurd.

Een lid stelt voor om hetzelfde aan de Kamer te vragen.

Een ander lid vraagt om benoeming van meer rechters te Oudenaarde.

Een lid vraagt om verhooging der vergoeding voor juryleden.

Een lid verlangt herinrichting van het beroep van wisselagent.

Een lid vraagt om afschaffing van de aanstelling van duurwaarders.

Een lid vraagt dat de wet, betreffende de hypotheek op rivierschepen, in behandeling zou komen.

Een lid vraagt hoeverre het staat met de hervorming der weldadigheid.

De begrooting wordt goedgekeurd met 13 stemmen en 6 onthoudingen.

6^o AFDEELING. — Eenparig goedgekeurd, behalve 1 stem tegen en 2 onthoudingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP VAN BEGROOTING IN DE MIDDENAFDEELING.

Onder de verschillende vraagstukken betreffende de rechtsbedeeling, waarmede de openbare meening zich het meest bezighoudt, komt in de eerste plaats de spoedige afhandeling van rechtszaken.

De opmerkingen, daarover in de afdeelingen uitgebracht, werden overgemaakt aan de Middenafdeeling, en deze moest daar als 't ware in de eerste plaats hare aandacht aan wijden.

In het verslag der Middenafdeeling van 1903, werden reeds de klachten herhaald, die oprezen over eenen toestand, waarvan de erge bezwaren waren gevoeld te Bergen, Charleroi, Antwerpen en vooral te Brussel. Dadelijk trachtte de achtbare Minister van Justitie hem te verhelpen. Den 15^e Juni 1903 benoemde hij eene bijzondere commissie voor rechterlijke hervormingen, en deze leverde eene talrijke reeks ontwerpen, strekkende om onze rechtspleging te bespoedigen en te verbeteren.

In 1903 en 1904 deelde het *Journal des Tribunaux* den uitslag van de verrichtingen dier commissie mede. Vele van die ontwerpen werden in dat blad besproken.

Ook de Bond der advocaten stelde in den loop van 1904 een verslag op, betreffende de middelen om overlading der rollen en trage rechtsbedeeling te voorkomen, en achteraan dat verslag stond eene lijst van vragen, gericht tot de leden der Magistratuur en der Balie.

Hier mag worden gezegd, dat over die zaak stroomen van inkt zijn verschreven.

Onze wetgeving werd tot in de minste hoeken doorsnuffeld.

Talrijke voorontwerpen tot hervorming zagen het licht. Niet alleen werden opgespoord de middelen om trage behandeling van rechtszaken te verhelpen, maar ook die om het rechtswezen te verbeteren. Onbetwispbaar zijn er onder die middelen zeer belangwekkende en practische, waarmede een ieder zal instemmen, als daar zijn :

Vereenvoudiging der rechtspleging in beroep, voor kieszaken, wanneer partijen het eens zijn; verhooging van kosten voor laatste rechtsmacht, uitbreiding van de bevoegdheid der politierechtbanken, tot talrijke overtredingen, thans aan de boetstraffelijke rechtbanken opgedragen; dadelijke betaling der boeten in politiezaken. zoo de overtreder het verlangt, en zonder debat ter zitting; vereenvoudiging der rechtspleging wegens onbevoegdheid, aanhangigheid, tegenklacht; schier volkomen afschaffing van de inleiding tot minnelijke schikking.

Andere ontwerpen breken af met eeuwenoude overleveringen en met het grondstelsel onzer rechterlijke inrichting, en zullen derhalve moeilijker

toegang vinden bij de openbare meening en ontgetwijfeld min of meer sterk verzet ontmoeten.

In dat geval zullen zich bevinden diegene betreffende de burgerlijke kamers van het Hof, zitting houdende met drie raadsleden; sommige bekende of weinig gewichtige wanbedrijven op heeter daad, waarover de voorzitter der rechtbank als eenige rechter zou beslissen; de bevoegdheid van denzelfden magistraat, in burgerlijke zaken uitgestrekt tot betwistingen over eene waarde beneden 1,500 frank; den bezoldigden rechter in de rechtbank van koophandel of de verandering van de bevoegdheid, toegekend aan den griffier, die werkelijk lid der rechtbank zou worden; de toevoeging, aan het personeel van het Hof, van plaatsvervangers, genomen onder de ouderen der balie of uit een korps van niet medestemmende raadsheeren.

Al die hervormingen, waarvan vele overigens niet in verband staan met het door ons behandeld onderwerp, en nog andere, werden onderzocht en zullen zekeren dag aanleiding geven tot ontwerpen of wetsvoorstellen, die de Kamer met voldoening zal zien voorleggen.

Doch zij zullen niet in een enkelen dag te verwezenlijken zijn, te oordeelen naar den tijd, ingenomen door de onlangs gevoerde beraadslaging over rechtspleging in zake van echtscheiding, en moet het verdwijnen van de euvelen afhangen van die hervormingen, dan zal er nog lang te klagen zijn over trage rechtsbedeeling.

En terwijl men die hervormingen bestudeert, duurt het kwaad voort en deelen de dagbladen onophoudend de klachten mede van hen, die daaronder lijden.

In burgerlijke zaken, worden de gedingen op de lange baan geschoven, en dat bestendigt eene stoornis in de sociale betrekkingen, laat min of meer uit hunnen aard gewichtige doch steeds door partijen als gewichtig beschouwde belangen hangend.

Op handelsgebied, lijden daardoor de vlugge verrichtingen en de veiligheid van het krediet, hoofdbestanddeelen voor den bloei des handels.

In strafrechterlijke zaken, blijven daardoor wanbedrijven onbetengeld, tot groot nadeel voor de openbare orde en voor het aanzien der wet. Vooral op dat gebied blijken de gebreken van den bestaanden toestand. Te Brussel worden de zaken soms na lang onderzoek opgeroepen, en niet zelden op 't oogenblik dat verjaring nakend is. De getuigen hebben ze schier vergeten. De straf strekt niet meer tot voorbeeld. De betichten, die handelden in een oogenblik van verbijstering, worden gevonnist wanneer zij, door eenen onberispelijken levenswandel, schier vergiffenis voor hun vergrijp verdienen; en treft het gerecht ze zonder onmiddellijke aanleidende oorzaak, dan loopt het gevaar om onrechtvaardig te worden. Wat de rechtsbedeeling zelve betreft, er worden zittingen zonder einde gehouden, die de magistraten uitputten, waarop betichten en getuigen, stedelingen en buitenlieden, worden gedagvaard tegen 9 uur 's morgens en tot 4 of 5 uur 's avonds opgehouden, al te gelukkig zoo zij niet worden heengezonden tot eenen verafgelegen dag, waarop het te herbeginnen is.

Men mag zeggen dat de dienst der inwendige inrichting nagenoeg alles

heeft opgeleverd wat hij kan, door goed gebruik van den tijd, toegewijd aan de beraadslagingen, en door de kracht en de verkleefdheid der magistraten in aanspraak te nemen. De boetstraffelijke zittingen werden verlengd, tijdelijke kamers en meer zittingen ingesteld.

Om den toestand te verhelpen, schijnt het noodig het personeel te vermeerderen.

Onlangs werd door den achtbaren Minister van Justitie overgelegd een ontwerp van wet, waarbij eene nieuwe kamer wordt toegevoegd aan de Brusselsche rechtbank van eersten aanleg, en waarbij tevens aan de rechtbank van koophandel te Verviers een rechter wordt toegevoegd.

De Middenafdeeling, als commissie aangesteld om dat ontwerp te onderzoeken, kan er slechts haar zegel aan hechten. Daarover wordt een afzonderlijk verslag uitgebracht.

In een verslag, in October laatstleden door den heer voorzitter der rechtbank van koophandel opgesteld over de werkzaamheden van die rechtbank, vraagt hij om benoeming van een nieuwen adjunct-griffier. Daardoor zou hij zonder meerdere kosten eene nieuwe kamer kunnen instellen, ten einde het achterstallige zijner rol uit den weg te ruimen en de zaken geregeld af te handelen.

De kosten zouden ruimschoots worden uitgewonnen door meerdere ontvangsten, ten gevolge der afhandeling van talrijke zaken, aan de Schatkist te bezorgen.

Op die vraag vestigt de Middenafdeeling de aandacht van den heer Minister van Justitie.

In eene van de afdeelingen der Kamer werd insgelijks gewezen op de noodzakelijkheid om het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Oudenaarde te versterken.

Bij het Brusselsch Hof van beroep zijn vele zaken sedert lang achterstallig. Daarover kan men oordeelen naar de volgende tabel der burgerlijke zaken, opklimmende tot 1881.

*Staat der burgerlijke zaken voor het Hof van beroep te Brussel,
van 1881 tot 1894.*

RECHTERLIJK JAAR.	Nog te vonnissen op 1 Augustus.	Nieuwe zaken.	Gezamenlijke te vonnissen zaken.	Afgehandelde zaken.
1881-1882.	380	662	1,042	645
1882-1883.	397	692	1,089	656
1883-1884.	433	706	1,139	578
1884-1885.	561	715	1,270	608
1885-1886.	654	788	1,442	639
1886-1887.	803	672	1,475	768
1887-1888.	709	751	1,460	798
1888-1889.	662	777	1,439	801
1889-1890.	638	791	1,429	560
1890-1891.	869	888	1,757	961
1891-1892.	961	809	1,770	801
1892-1893.	969	884	1,859	827
1893-1894.	1,026	733	1,759	822
1894-1895.	937	857	1,794	890
1895-1896.	904	960	1,764	732
1896-1897.	1,032	945	1,877	883
1897-1898.	1,001	797	1,798	848
1898-1899.	950	884	1,834	896
1899-1900.	938	849	1,787	818
1900-1901.	969	989	1,958	784
1901-1902.	1,174	914	2,088	779
1902-1903.	1,322	979	2,301	835
1903-1904.	1,466	1,007	2,473	1,058
1904	1,415	—	—	—

Om volkomen den toestand uiteen te zetten, zooals hij zich thans voordoet, voegen wij aan bovenstaande cijfers toe, datgene der boetstraffelijke zaken, alsmede der kies- en militiezaken gedurende de twee laatste jaren :

Boetstraffelijke zaken.

Rechterlijk jaar.	Nog te vonnissen op 1 Augustus.	Nieuwe zaken.	Gezamenlijke te vonnissen zaken.	Afgehandelde zaken.
1902-1903	720	1,825	2,545	1,691
1903-1904	854	1,699	2,553	2,086
1904-1905	467	»	»	»

De kieszaken, in 1902-1903 gevonnist, beliepen	5,019
en in 1903-1904	5,157
Het getal militiezaken bedroeg in 1902-1903	961
en er bleven te vonnissen	27
In 1903-1904 waren er	1,148
er bleven te vonnissen	55

Bovenstaande tabel, betreffende de burgerlijke zaken, vangt aan met 380 oude zaken, waar bijkwamen 662 zaken, in den loop van het rechterlijk jaar aanhandig gemaakt. Het Hof vonniste er maar 645, dus min dan het getal der nieuwe zaken.

Er valt op te merken, dat het Hof hetzelfde jaar meer werk kreeg, ten gevolge der wet van 30 Juli 1881, welke de bestendige deputatiën niet langer in beroep liet vonnissen over kieszaken.

Krachtens die wet, werd eene zesde kamer ingesteld, wat evenwel niet wegnam dat het Hof sedert gestadig wordt overstroomd door nieuwe zaken, welker getal het achterstallige tien jaar later bracht op nagenoeg duizend zaken.

Sedert 1900, is dat ook ongeveer het cijfer der nieuwe zaken; en dewijl er slechts omstreeks 800 zaken worden afgehandeld, nemen de achterstallige toe.

Op 1 Augustus 1901, waren er 1,174 ten achter; op 1 Augustus 1902, 1,822, en op 1 Augustus 1903, 1,466 zaken.

Anderzijds werd in 1891, ten gevolge der toeneming van de boetstraffelijke zaken, de boetstraffelijke kamer gesplitst. Die maatregel was ontoereikend om het evenwicht te behouden tusschen het getal der afgedane zaken en dit der oude en der op den rol van het Hof nieuw ingeschrevene.

Den 1^{en} Augustus 1903, waren 854 zaken achterstallig.

In zulke omstandigheden, stemde het Parlement, op voorstel der bijzondere Commissie, ingesteld door den achtbaren Minister van Justicie, de wet van 17 April 1903.

Er was eene nieuwe kamer noodig. Zij kwam tot stand, door iedere burgerlijke kamer een van hare zeven raadsheeren te ontnemen en door twee nieuwe raadsheeren en een advocaat generaal aan te stellen.

Reeds in 1901 werd het grondbeginsel dier wet in den Senaat uitgedrukt. De middenafdeeling der Kamer nam het in 1903 aan, doch stelde voor, eene

zonder veel bezwaar kan tot stand komen; en men overschat de verkleefdheid der magistraten van het Hof niet, wanneer daartoe op hunne medewerking wordt gerekend.

Aangenomen, dat die kamer zooveel zaken zal afhandelen als iedere der zesbestaande kamers, dan moeten er, zoo de toestand blijft wat hij is, nog vijf of zes jaar verloopen eer de rollen zijn ontlast.

De maatregel, door de Middenafdeeling voorgesteld, ware dus geenszins overdreven en zou veeleer beneden de behoeften blijven.

Hier dient te worden bijgevoegd, dat men billijkerwijs niet meer werk mag vergen van de leden van het eene dan van het andere hof.

De wet van 1905 is van algemeene toepassing, doch moest slechts praktisch gevolg hebben voor het Brusselsche Hof, en zij kon slechts worden toegepast mits eene opollering, gevraagd aan de leden van dat Hof.

Zijn personeel bedraagt iets minder dan dat der Hoven van Gent en Luik te zamen : hierdoor komt het overeen met de vergeleken bevolking der drie provinciën welke tot zijn gebied behooren en met die der zes overige provinciën. En zoo nagenoeg evenveel boetstraffelijke, fiskale zaken en militiezaken worden opgeroepen voor het eene hof als voor de andere hoven, voorzeker komen er heel veel meer nieuwe burgerlijke zaken voor het Hof van Brussel.

Men weet waarom het niet anders gesteld kan zijn. De rechtszaken van den Staat, van vennootschappen, om slechts van deze te gewagen, worden als 't ware door den drang der oinstandigheden voor dat hof gebracht. En voegt men daarbij de achterstallige zaken, dan vat men dadelijk welk overwerk de leden op zich moeten nemen.

Ware de toestand, verwekt door de wet van 1905, tijdelijk geweest en bestemd om uit eenen kortstondig gestoorden toestand te geraken, waarschijnlijk hadde men zijne bezwaren kunnen dulden.

Doch van 't oogenblik dat hij dreigt bestendig te moeten zijn, valt het moeilijk eenen toestand te bekrachtigen, die ongelijk werk oplegt aan rechterlijke korpsen van denzelfden rang.

Het aanstellen van de vijf nieuwe raadsheeren zal de schatkist een geldoffer kosten.

Doch zooals de Middenafdeeling hiervoren deed uitschijnen, dat zal toch den Staat geen wezenlijk verlies berokkenen. De hoogere kosten, door den Staat te innen, zullen voorzeker meer bedragen dan de geveerde uitgave.

Door middel van sommige hervormingen, en wel in zake van kiesbetwisting, kan men de verlichting der rollen van het Hof merkelyk bespoedigen.

In 1905-1904, besteedde het Brusselsche Hof negentig zittingen aan het onderzoek van dergelijke betwistingen.

Voor het loopende jaar, is er spraak van den dienst der burgerlijke zaken drie weken te schorsen, wat voor de zes kamers overeenkomt met vier en vijftig zittingen. In 1905-1906, een jaar van verkiezingen voor de Kamers, is een buitengewone overvloed van beroep tegen kiesbetwistingen te verwachten.

De openbare meening is er aan gewend, dat dergelijke betwistingen voor

voltalige halve kamer te vormen, om eerst de achterstallige boetstraffelijke zaken af te doen.

Na schier twee jaar bestaans, kan men oordeelen over de uitwerkselen dier wet.

Het Hof bezit eene boetstraffelijke rechtbank meer.

Was het soms wat moeilijk den zetel samen te stellen in de burgerlijke kamers, en werd in sommige zittingen niets verricht, ten gevolge der vermindering van het personeel der kamers, toch gingen er niet al te veel zittingen verloren; daarentegen vond de rechtsbedeeling baat bij de zittingen, door de nieuwe kamer besteed aan het afdoen der zaken. Anderzijds hebben, ten gevolge van de opdracht, tijdelijk aan de burgerlijke kamers gegeven voor de achterstallige boetstraffelijke zaken, deze kamers in 1903-1904, 17 en 18 buitengewone zittingen gehouden, en te zamen 104.

Thans zijn geene boetstraffelijke zaken nog achterstallig.

Doch voor de burgerlijke zaken blijft de toestand bedenkelijk.

Op 1 Augustus 1903 bleven er 1,466 zaken onafgedaan, en bij den aanvang van het loopende jaar nog 1,415. In 1903-1904 kwamen er 1,007 zaken bij, en het hof behandelde er 1,058. Dus zou het hof het achterstallige hebben vermind met 51 zaken. Dat is te weinig, en zoodoende zouden er jaren moeten verlopen eer alle zaken afgedaan zijn. 't Is te vreezen dat er altijd achterstallige zaken zullen zijn, zoo men let op de gestadige en gewone toename van het getal zaken.

De wet van 1903 was eene proefneming en er hoeft te worden vastgesteld dat zij niet al de verwachte uitslagen opleverde.

De rechterlijke wereld en de balie bejegende ze ongunstig.

De vijandige gezindheid dezer laatste werd duidelijk uitgedrukt in eene beraadslaging van den raad der orde, op 24 Juni 1904.

Wat is er uit bovenstaande bedenkingen af te leiden, zooniet dat er nieuwe maatregelen moeten genomen worden, om het getal kamers te vermeerderen.

Welke maatregelen?

Het getal ter zitting aanwezige leden verminderen van vijf tot drie? Het stelsel, dat sedert 1878 bestaat voor kieszaken, en sedert 1891 voor de boetstraffelijke, uitbreiden tot de burgerlijke zaken?

Sommige leden der afdeeling waren voor zulke hervorming; doch daarmede had de meerderheid geen vrede.

De redenen, in 1903 door de Middenafdeeling tegen die oplossing ingebracht, gelden thans nog voor haar en wij denken hiervoor te mogen verwijzen naar haar toenmalig verslag.

Volgens de Middenafdeeling, zou de oplossing moeten zijn :

Terugkomen tot de kamers met zeven leden; bijgevolg, de reeds ingerichte zevende kamer aanvullen door benoeming van vijf nieuwe raadsheeren. Vervolgens zou het Hof, door middel van zijn overschietend personeel, eene tijdelijke kamer kunnen vormen, die zou werken zoolang er burgerlijke zaken ten achter zijn.

Uit de toepassing der wet van 1903 is gebleken, dat die tijdelijke kamer

de Hoven van beroep worden gebracht, en dezer onpartijdigheid vertrouwt zij. Doch zonder die hoven hunne rechtsmacht in deze te ontnemen, zijn er nuttige hervormingen op bestuursgebied te verwezenlijken. Zoo werd het voorstel gedaan, om niet meer jaarlijks de kiezerslijsten te herzien en deze te laten dienen voor een tijdvak, loopende van de eene verkiezing tot de andere. Die zaak verdient onderzoek. Stellig is herziening der lijsten niet meer onontbeerlijk, sedert er aan de verkozenen plaatsvervangers zijn toegevoegd.

Anderzijds stelde de bijzondere Commissie in 1905 voor om artikel 100 van het Kieswetboek te wijzigen, in dezen zin dat de arrondissements-commissaris voorgoed uitspraak zou doen over aangevoerde bezwaren die niet worden betwist.

Deze hervormingen zouden den last, door de wet van 50 Juli 1881 aan de Hoven van beroep opgelegd, aanzienlijk verlichten.

* * *

Ten einde de rechterlijke inrichting beter te laten werken, hebben de afdeelingen der Kamer gewezen op eenige maatregelen, die meer inzonderheid de aandacht der Kamer verdienen.

De voorafgaande poging tot verzoening der partijen veroorzaakt vertraging en kosten, welke, zooals iedereen bekend, in de meeste gevallen nutteloos zijn. Bij vele rechtbanken volstaat het een verzoek in te dienen, om daarvan ontslagen te worden. Andere rechtbanken, zich streng houdende aan den tekst van het Wetboek van strafvordering, eischen die voorafgaande poging, zelfs in geval partijen, ten gevolge eener verschijning met *Pro Deo*, gelegenheid vonden zich ten overstaan van den rechter te verzoenen. Om dien toestand te regelen, is er eene wet noodig. Daarover heeft de Commissie van 1905 een ontwerp opgesteld.

Dit vraagstuk is verbonden aan dat der verlaging van de gerechtskosten, sedert jaren gevraagd, niet alleen in burgerlijke zaken, maar ook in handels- en in strafzaken.

* * *

Wat strafzaken betreft, vestigde de Middenafdeeling hare aandacht op de vaak aangetoonde ontoereikendheid der landelijke politie, de daaruit voortvloeiende onveiligheid in onderscheidene streken des lands, nu en dan blijkende door wezenlijke baanstrooperij.

Het aantal gendarmerieposten dient te worden vermeerderd, zelfs hoeft de aard der instelling van de veldwachters te worden veranderd: dezen zouden meer rechtstreeks beambten der Regeering worden. Ten gevolge van de verrichtingen der daartoe aangestelde Commissie, werd een ontwerp van wet op de landelijke politie aangekondigd; de Middenafdeeling hoopt dat het spoedig zal worden overgelegd.

* * *

De rechtbanken, inzonderheid de voor strafzaken bestemde, hoeven een steeds toenemend getal financieele zaken te behandelen. Om slechts te gewagen van de boetstraffelijke rechtbank te Brussel, bij deze zijn nagenoeg veertig zaken van dien aard aanhangig en andere worden onderzocht; aan de ter rol ingeschrevene, moest de rechtbank talrijke bijzondere zittingen wijden.

't Is maar al te waar, dat onze wetten van 1873 en 1886 op de vennootschappen, al zijn zij opmerkenwaardig doeltreffend voor de uitbreiding der zaken, toch niet op toereikende wijze de belangen des publieks vrijwaarden. Sedert de verrichtingen der bijzondere commissie van 1894, werden de schatting der aanbrenge, de verantwoordelijkheid van beheerders en commissarissen, het opmaken der balansen, het bekendmaken der akten van vennootschap, de toestand der obligatiehouders en nog andere vraagstukken bestudeerd, met het oog op de misbruiken, die inbreuk maken op de openbare goede trouw en eerlijkheid.

't Is noodig dat er eerlang eene verbeterde wet tot stand kome. De Senaat liet zich daarmede reeds in.

Die hervorming zal worden aangevuld door de wijziging van het stelsel der koophandelsbeurzen. Dezer toegang, te gemakkelijk, dank zij het vrije makelaarsberoep, ingevoerd bij de wet van 1867, stelde de beurslokalen open voor talrijke agenten, wier bedrijf, volgens de wet, zou moeten zijn het uitvoeren van aankoop- of verkoopbevelen, doch die al te vaak nog slechts bij name de bemiddelaars en aangestelden hunner klanten zijn. Moet men, om de misbruiken te weren, de handelsbeurzen strenger regelen? Waarschijnlijk behoort men te wachten naar de uitslagen van onlangs door bijzondere personen aangewende pogingen, strekkende tot het oprichten van beroeps-syndicaten.

*
* * *

Naar het scheen, was in den jongsten tijd het lot der beampten bij griffies en parketten door de wet geregeld. Doch al de belanghebbende zijn niet bevredigd.

Bij de wet van 5 December 1903, werd de jaarwedde der griffiers in gerechtshoven en rechtbanken verhoogd met eene vaste som, na elk vijf-jarig tijdvak.

Onder dezen bevinden zich adjunct-griffiers in hoven van beroep, welke beampten geen doctor in de rechten zijn, en wier toestand de wet van 25 Mei 1902 had uitgelokt. Deze wet stelt ze gelijk met de griffiers in rechtbanken der 2^e klasse, doch wezenlijk verwerven zij niet de verbetering van toestand, door de wet van 5 December aan laatstgemelden verleend.

De Middenafdeeling stelde daarover den heer Minister van Justitie eene vraag, die wij hier laten volgen met het antwoord daarop :

VRAAG.

« De wet van 5 December 1903 regelde den toestand van het personeel der griffies.

» De wet van 23 Mei 1902 had sommige niet doctor in de rechten zijnde adjunct-griffiers in Hoven van beroep gelijkgesteld met de griffiers in rechtbanken van de tweede klasse.

» Zullen er geene maatregelen worden genomen, opdat deze niet doctor in de rechten zijnde adjunct-griffiers in Hoven van beroep het voordeel genieten van den toestand, bij de wet van 5 December 1903 verschaft aan de griffiers in rechtbanken der 2^e klasse, in dezen zin dat de bevorderings-tijdsperken worden verminderd van zeven tot vijf jaren? »

ANTWOORD.

« De wet van 23 Mei 1902 verleende aan de niet doctor in de rechten zijnde griffiers in de Hoven van beroep gelijke jaarwedden als de laagste jaarwedde der griffiers in rechtbanken van eersten aanleg tweede klasse. Na zeven en veertien jaar, worden die jaarwedden gebracht op het medium, vervolgens op het maximum, gesteld door de wet van 23 November 1889. De wetgever was van oordeel dat de aldus bepaalde jaarwedden overeenkwamen met de belangrijkheid der diensten en met de dienstjaren van die ambtenaren.

» Het volgende jaar, den 5^{en} December 1903, werd eene wet afgekondigd, die den toestand der andere adjunct-griffiers en der griffiers verbeterde, door ook aan deze beambten, doch volgens een verschillend stelsel, verhooging van jaarwedde toe te kennen, naar gelang van hunne dienstjaren.

» Door deze algemeene wet werd de vroegere bijzondere wet niet gewijzigd.

» Voor de Regeering bestaan er geene voldoende redenen om zich andermaal in te laten met den toestand der niet doctor in de rechten zijnde andere adjunct-griffiers in de Hoven van beroep. De jaarwedde, die zij genieten krachtens de wet van 23 Mei 1903, is eene toereikende vergelding van de diensten die zij bewijzen. Er is geene aanleiding om hun de voordeelen der bijzondere wet van 1902 en tevens die der algemeene wet van 1903 te verschaffen.

Zich houdende aan den tekst der wet van 1903, inzonderheid aan artikel 1 en 9, oordeelt de Middenafdeeling dat deze wet van algemeene toepassing is, en dat, volgens haren geest, de belanghebbenden haar voordeel zullen genieten, zoo zij hun gunstiger is dan de wet van 1902. Derhalve zou uit dien hoofde op de begrooting een hooger krediet zijn uit te trekken.

* * *

Een lid der Middenafdeeling maakte ook opmerkingen over den toestand der parketsbeambten.

Het ministerieel besluit van 22 Januari 1892, waarbij het laagste bedrag hunner jaarwedde werd bepaald, veroorloofde de parketshoofden dat bedrag te verhoogen tot een gesteld maximum.

Het jongere ministerieel besluit van 25 September 1903, stelt hoofdklerken aan bij de verschillende parketten; over 't algemeen, wordt het minimum der jaarwedde verhoogd, tenzij dit der klerken bij het Hof van cassatie, dat wordt verlaagd, en dit der niet gerangschikte klerken in rechtbanken van eersten aanleg, welke wedde onveranderd blijft; het maximum wordt afgeschaft, en verhooging met 500 frank wordt veroorloofd voor de secretarissen en met 200 frank voor de hoofdklerken en klerken, na wederzijdsche tijdperken van vijf en drie jaar.

Doch is dat besluit gunstig voor een deel des personeels, de lagere beambten vonden er niet de gehoopte voordeelen bij, die hun werden verzekerd door het bij de Kamer aanhangig gemaakt wetsvoorstel. Er wordt aangemerkt, dat weinig klerken mogen verwachten hoofdklerk te geraken; dat eigenlijk 83 klerken bij hoven en rechtbanken geene verbetering van toestand erlangden, en dat het besluit van 1903 zou dienen gewijzigd te worden, in dezen zin dat de jaarwedde van klerken die van twaalf tot vijftien jaren goede diensten tellen, om drie jaren worden verhoogd met 500 frank, in stede van 200.

De Middenafdeeling vraagt dat de achtbare Minister van Justitie die zaak opnieuw zou onderzoeken.

. . .

Sedert lang, beantwoordt het getal notarissen in het arrondissement Brussel niet meer aan de toeneming der bevolking. Daarover stelde de Middenafdeeling den heer Minister van Justitie onderstaande vraag :

VRAAG.

« Zijn de studiën, in het Ministerie van Justitie bevolen met het oog op vermeerdering van het getal notarissen in het arrondissement Brussel, afgelopen en is de Regeering vanzins die vermeerdering voor te stellen ? »

Daarop werd den 22ⁿ Maart geantwoord als volgt :

ANTWOORD.

« Het ontwerp van wet tot vermeerdering van het getal notarissen in het arrondissement Brussel, werd bij de Kamers ingediend. (Vergadering van Dinsdag 21 Maart 1905.) »

Er is inderdaad bij de Kamer een wetsontwerp aanhangig, dat den 22ⁿ Maart werd overgelegd, en waarbij het getal notarissen in den Brusselschen omvang merkelyk wordt vermeerderd.

De Middenafdeeling heeft zich niet verder in te laten met dit ontwerp, dat tot onderzoek werd verzonden naar de afdeelingen.

De Kamers toonen zich steeds bezorgd om de verbetering van ons weldadigheidsstelsel. 't Is een veelzijdig vraagstuk, en telken jare wordt het opgeworpen door sprekers in beide vergaderingen. De Regeering heeft het voorwaar niet uit het oog verloren.

In 1893, werd door haar eene bijzondere commissie ingesteld, welke verrichtingen vijf jaar nadien uitliepen op het overleggen van een volledig ontwerp en van een merkwaardig verslag vanwege den heer Cyriel Van Overbergh.

Ten gevolge van opmerkingen in de afdeelingen, richtte de Middenafdeeling onderstaande vraag tot de Regeering :

VRAAG.

« Is de Regeering voornemens eerlang het aangekondigd ontwerp van wet tot herinrichting der openbare weldadigheid over te leggen ? »

ANTWOORD.

« Het ontwerp betreffende de herinrichting der openbare weldadigheid wordt nog steeds nader bestudeerd in het Ministerie van Justitie. Doch het is onmogelijk den datum te bepalen, waarop het kan overgelegd worden. »

Dat is eene zaak van het hoogste gewicht. Behalve de algemeene inrichting der openbare en private weldadigheid, geldt het de onderstandswoon, de toevluchtshuizen, de weldadigheidsscholen en koloniën, het krankzinnigenstelsel, en andere vraagstukken, ten aanzien van welke de bestaande wetgeving onvolledig of gebrekkig bleek. De Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat deze voor de openbare meening zorgwekkende vraagstukken ten spoedigste worden opgelost.

* * *

Behalve de punten, in overzicht genomen naar aanleiding der algemeene behandeling van de Begrooting van Justitie, gaven de artikelen slechts aanleiding tot weinig aanmerkingen.

Rakende artikel 21, vraagt een lid wanneer de inrichtingswerken in het Justitiepaleis te Gent voltooid zullen zijn.

Een ander lid uit den wensch dat de lokalen van het Justitiepaleis te Brussel electrisch verlicht zouden worden.

De Middenafdeeling handelde over de inwendige versiering van dat paleis.

Toen er spraak van was het op te richten, waren de openbare machten het eens om er een monument van te maken, dat als 't ware een zinnebeeld zou wezen.

Men wilde het niet alleen toewijden aan het Gerecht, eene der machten die uitgaan van het oppermachtig volk, maar ook aan het Land zelf. Het moest den vreemdeling treffen door zijne afmetingen en omtrekken, het

land verheerlijken door zijnen statigen bouw, doch tevens moest het worden versierd in verhouding tot zijne belangrijkheid.

't Moet worden gezegd dat die versiering traag tot stand komt.

Rond 1893, bestelde men aan Xavier Mellery fresco's ter versiering der rechtbank van Koophandel, doch zij blijven weg. Werken van onze tapijtwevers, volgelingen van de vroegere meesters in het vak, zouden de gerechtskamers versieren, en werkelijk werd een tapijtwerk geplaatst in de 1^e kamer van het Hof van beroep en twee andere in de gehoorzaal van het Hof van cassatie.

Eenige modellen van lampendragers, zekeren dag geplaatst door den Bond der advocaten, naar aanleiding van een jubelfeest, bleven staan op de trappen die naar de hoogere verdieping leiden. 't Zijn slechts modellen, die in brons moeten gegoten worden.

Borstbeelden van magistraten, rechtsgeleerden, advocaten staan in de gangen. En in eene verlaten gaanderij prijkt de groep der Gerechtigheid, van Juliaan Dillens, die allengskens verbrokkelt en vervalst.

De geschiedenis van die groep, het eerste groot werk van dien genialen kunstenaar, is treurig; zij werd geweigerd voor de Brusselsche tentoonstelling in 1880; aangenomen, doch nog miskend ter driejarige tentoonstelling in 1881; nadien bewonderd, gehuldigd door drie eeremedailles op de wereldtentoonstellingen te Amsterdam, Antwerpen en Parijs.

Zij kon geen haar waardiger midden vinden dan ons overheerlijk Justitiepaleis.

Waarom werd zij nooit in steen gehouwen of in brons gegoten?

De kunstenaar, een der beroemde mannen van onze beeldhouwschool, is onlangs overleden. Zijn droom was, dat werk den besliststen vorm te geven en hij had zulks kosteloos aangeboden.

Zou het oogenblik niet gekomen zijn om in die omgeving dat gedenkteeken ter zijner nagedachtenis op te richten?

Natuurlijk wordt er gedacht aan dergelijke versiering van het Justitiepaleis, op 't oogenblik dat de openbare machten blijk geven van het inzicht om daar de vertegenwoordigers onzer 2,600 gemeenten te vergaderen tot het vieren van de 75^e verjaring onzes zelfbestaans.

*
* *

Bij de behandeling van artikel 23, vroeg een lid om den prijs van het *Beknopt Verslag* te verminderen tot één frank.

Herhaaldelijk werd die zaak in de Kamer besproken. Deze achtte het niet raadzaam den bestaanden prijs te verlagen, en 't is niet waarschijnlijk dat zij van gevoelen zal veranderen.

Naar aanleiding van eene beraadslaging, onlangs ter Kamer gevoerd, en waarop een rechtsgeding volgde, vroeg hetzelfde lid in welke mate de drukpers over 't algemeen en leden der Kamers in 't bijzonder, de beraadslagingen van die lichamen mogen overnemen in dagbladen of tijdschriften.

Volgens hem, veroorlooft de vrijheid der parlementsleden dergelijke overneming.

Dat rechtskundig vraagstuk dient door eene andere macht te worden opgelost.

Het Hof van cassatie deed zulks, bij arrest van 11 April 1904 (*Pasicrisie*, 1904, I, 199.)

*
* *

ART. 54. Een lid doet opmerken, dat de zaal, in de Gentsche gevangenis ter beschikking van de balie gesteld, daartoe ongeschikt is.

*
* *

Onder artikel 61, herhaalt een lid de reeds ter Kamer gemaakte opmerkingen over den rondeweg der gevangenis te Sint-Gillis, en hij zou willen dat deze ter beschikking van het publiek wordt gesteld.

Dit punt, alsmede het voorgaande, werd door de afdeeling naar de Regeering tot onderzoek verwezen.

*
* *

De Begrooting wordt in haar geheel goedgekeurd door vijf leden; een lid onthield zich.

De Verslaggever,

J. VAN DER LINDEN.

De Voorzitter,

E. NERINCX.
